

COMMENT LA CAUSE KURDE EST DEVENUE POPULAIRE EN FRANCE

› **Dorothee Schmid**

Le dossier kurde est aujourd'hui l'un des plus inflammables du Moyen-Orient. La quête de reconnaissance des peuples kurdes ébranle la stabilité régionale en remettant en cause un ordre politique et territorial déséquilibré dès l'origine, mais laborieusement maintenu tout au long du XX^e siècle. Éternels perdants de l'histoire, les Kurdes sont maintenant à l'avant-garde d'un exercice de recomposition géopolitique accélérée : ils contestent des frontières intenable, expérimentent des formes politiques nouvelles, nouent des alliances internationales inédites.

Autrement dit, ils apparaissent comme modernes et en quête de progrès dans un contexte moyen-oriental apocalyptique. C'est probablement ce qui explique que l'opinion française soit de plus en plus sensible à leur cause. La popularité montante des Kurdes repose en effet à la fois sur un élargissement de leur audience et sur une évolution de leur image : de victimes, ils sont devenus des héros positifs. Comment s'est produit ce retournement d'image, quels en sont les ressorts et les conséquences ?

Les Kurdes à la marge

Rappelons d'abord que c'est en partie en France que s'est joué, après la Première Guerre mondiale, le sort des Kurdes : de la conférence de la paix à Paris (1919), aux traités de Sèvres (1920) puis de Lausanne (1923), qui actent le démantèlement de l'Empire ottoman, c'est tout simplement la possibilité de créer un État kurde, puis son abandon, qui se jouent. Les Kurdes retournent ainsi dès les années vingt à une forme d'anonymat international, et sont soumis, dans les quatre principaux pays où ils vivent (Turquie, Iran, Irak, Syrie, par ordre d'importance numérique) à des politiques d'assimilation forcée, débouchant à l'échelle du siècle sur des rébellions, des déplacements de population, l'exil, qui crée aussi une diaspora. Les estimations font aujourd'hui état de la présence d'environ 250 000 Kurdes en France (1) ; c'est le résultat d'une migration économique, depuis les régions pauvres et enclavées du sud-est de la Turquie, mais aussi des persécutions politiques et de la multiplication des guerres au Moyen-Orient – après l'Irak, le conflit syrien a créé de nouveaux réfugiés.

L'attention portée au sort des Kurdes n'est pas si récente en France, mais elle a longtemps été marginale. D'abord portée par les défenseurs de la culture kurde *stricto sensu* – les travaux sur les langues kurdes ont tôt trouvé un lieu d'ancrage à Paris (2), elle passe sur le terrain humanitaire avec la mobilisation des « French doctors » au début des années soixante-dix. En 1974, Bernard Kouchner court au chevet des Kurdes irakiens en lutte contre Saddam Hussein ; il passe par l'Iran, où il rencontre Abdul Rahman Ghassemlou, leader du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDK), personnage qui l'a profondément marqué, assassiné à Vienne par le régime des mollahs en 1989. Le Parti socialiste s'empare de la cause kurde dans les années quatre-vingt, sous la conduite de Danielle Mitterrand, surnommée la « Mère des Kurdes », qui accompagne la naissance de l'Institut kurde de Paris.

Dorothee Schmid dirige le programme Turquie contemporaine de l'Ifri depuis 2008. Elle est l'auteur du rapport *les Élités françaises et la Turquie : une relation dans l'attente*, (Edam, 2010) et a dirigé *la Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?* (CNRS, 2011).
 › schmid@ifri.org

La situation des Kurdes de Turquie suscite alors le plus d'inquiétude au lendemain du putsch de 1980 : le régime turc est une quasi-dictature militaire et les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) entrent en guerre contre l'État turc dès 1984. La geste amicale des socialistes français à l'égard des Kurdes comprend notamment un morceau de bravoure de Ségolène Royal, retenue prisonnière en 1994 dans l'enceinte du Parlement turc alors qu'elle était venue « défendre » sept députés kurdes menacés d'arrestation. L'érosion progressive de l'audience politique du Parti socialiste n'entamera pas ces amitiés ; en 2008, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères de Nicolas Sarkozy, ouvre à Erbil, au Kurdistan irakien, un consulat général confié au docteur Frédéric Tissot, ancien de Médecins sans frontières et fidèle ami des Kurdes.

Les Kurdes au centre de l'attention

La diffusion de la cause kurde au-delà d'un cénacle d'initiés de gauche a connu un net coup d'accélérateur ces dix dernières années. Le « moment kurde » se précise, en phase avec des évolutions politiques de fond au Moyen-Orient (3) : la situation des communautés kurdes évolue partout, sortant de l'impasse des guerres pour trouver des débuts de solutions politiques. En Irak, la Constitution fédéraliste de 2005 a jeté les bases de l'autonomie de la région kurde ; le Kurdistan irakien se développe rapidement et devient un pôle de croissance et de stabilité au Moyen-Orient. En Turquie, les combats entre le PKK et les forces de sécurité turques se calment progressivement jusqu'à l'ouverture d'un processus de paix en 2013. Toujours en Turquie, un nouveau parti politique né de la fusion d'un parti kurde et d'organisations de gauche, le Parti démocratique du peuple (HDP), crée la surprise aux élections législatives de 2015. À sa tête, un charismatique avocat quarantenaire kurde, Selahattin Demirtas, devient la coqueluche des nouvelles gauches européennes (4). En Syrie, la guerre civile qui fragmente le pays a pratiquement révélé les Kurdes, totalement marginalisés jusque-là par le système de Bachar al-Assad. Une partie

d'entre eux s'organise politiquement et unifie par la force des territoires, jusqu'à installer dans le nord-est du pays une région *de facto* autonome, le Rojava.

Cette maturation politique globale a certainement rendu plus audibles les revendications kurdes aux oreilles occidentales. Mais c'est finalement au combat que les Kurdes sont devenus réellement populaires. De ce point de vue, c'est l'année 2015 qui marque en France leur intronisation comme protagoniste positif à part entière dans le récit collectif. En janvier et en novembre, les attentats perpétrés à Paris par des extrémistes islamistes confrontent brutalement les Français aux retombées indirectes des conflits en cours en Syrie et en Irak. L'armée française s'active là-bas au sein d'une coalition anti-Daesh menée par les États-Unis; leurs premiers alliés fiables y seront les Kurdes. En Syrie, les Forces démocratiques syriennes, alliance *ad hoc* de combattants emmenée par les Unités de protection du peuple (YPG), bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), cousin du PKK turc, se bat pour récupérer Rakka, la « capitale » de l'État islamique, puis Deir ez-Zor. En Irak, le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) résiste aussi, avec difficulté, à Daesh; des hommes des YPG et du PKK viennent en renfort au mont Sinjar, permettant de libérer des milliers de yézidis. La bataille de Kobané (de l'automne 2014 à juin 2015) cristallise définitivement la sympathie occidentale entre les Kurdes syriens y résistent avec très peu de moyens à une offensive de Daesh et remportent finalement la bataille. Kobané devient le symbole de l'héroïsme des Kurdes, allié désormais idéalisé, et vecteur de réassurance pour un public français en quête de repères dans un contexte international particulièrement anxiogène.

Le message kurde

On voudrait en effet pouvoir choisir un camp dans la guerre civile syrienne, conflit politique qui tourne à l'affrontement de valeurs civilisationnelles. Lors du siège de Kobané, mouvements de solidarité et comités de soutien comparent le sort des Kurdes à celui des républi-

cains espagnols face aux fascistes en 1936. Des volontaires partent se battre en Syrie à leurs côtés pour affronter Daesh. Lorsque la Turquie, inquiète de l'expansion des Kurdes à sa frontière, lance au printemps 2018 une offensive pour leur reprendre la ville d'Afrin, l'indignation est pratiquement générale. Les médias français décrivent heure par heure Afrin assiégée par les forces turques, assistées par des combattants en partie issus des rangs djihadistes.

L'occasion est formidable pour la communauté des amis des Kurdes, intellectuels, analystes et militants, d'exprimer leur soutien. Parmi les piliers les plus connus de la galaxie pro-kurde, les « trois mousquetaires » (5) Bernard Kouchner, Bernard-Henri Lévy et Frédéric Tissot interviennent largement sur les ondes et dans la presse écrite ; avec d'autres aventuriers kurdophiles (l'écrivain Patrice Franceschi, le géopolitologue Gérard Chaliand), ils mettent en scène de façon romantique la lutte du progressisme contre l'obscurantisme. Les Kurdes sont présentés comme l'exception exotique qui rachète un Moyen-Orient en perdition : seuls démocrates, laïcs et féministes de la région, ils ont aussi participé à la défense des minorités confessionnelles chrétiennes ou yézidie, et leur crédit monte en proportion des crimes atroces commis par Daesh. Les documentaires décrivant le quotidien des femmes kurdes au combat se multiplient à la télévision française. Début 2018, les tribunes se succèdent dans les journaux pour enjoindre au gouvernement français de venir au secours des YPG à Afrin – mais il faudrait y affronter la Turquie, allié essentiel de la France au Moyen-Orient.

Les Kurdes sont en train de gagner la bataille de l'opinion. Cela ne se fait pas sans approximations : une certaine confusion règne dans les esprits, compilant dans l'injustice le sort des Kurdes d'Irak, de Syrie et de Turquie, sans tenir compte de tout ce qui éloigne ces différents théâtres et rend en réalité leur fusion pratiquement impossible. Le terme « peshmergas », qui désigne les forces du GRK, est souvent utilisé pour parler des YPG, alors que leurs rapports sont plutôt frais. Les incursions turques en Syrie et la violence du discours anti-PKK provoquent un regain d'intérêt pour cette organisation, pourtant toujours placée sur la liste des organisations terroristes par les États-Unis et l'Union européenne. Le représentant du Rojava à Paris, Khaled Issa,

longtemps tenu à l'écart du débat car considéré comme trop sulfureux, est invité à commenter dans les médias la bataille d'Afrin. Ces avancées confuses créent aussi de la fragilité : au-delà de la photogénie des troupes kurdes, la prise de décision politique doit s'appuyer sur des éléments factuels et tenter d'anticiper un minimum les effets à plus long terme d'alliances de circonstance.

Un capital politique encore limité

Qu'en est-il des appuis politiques et institutionnels des Kurdes en France ? La cause kurde fait traditionnellement partie du portefeuille de la gauche française ; après le Parti socialiste des années quatre-vingt, le soutien s'est maintenu à l'extrême gauche, depuis les Verts jusqu'à La France insoumise. La proximité idéologique avec les mouvements marxisants kurdes de Turquie ou de Syrie explique cette proximité. Mais la droite finit par emboîter le pas lorsque les questions de sécurité et la défense des minorités entrent en jeu : à l'Assemblée le groupe d'études des Kurdes, comme celui des chrétiens d'Orient, rassemble des députés venus de tout le spectre politique. Le siège d'Afrin a déclenché des réactions de soutien de tous les rangs, depuis la gauche jusqu'à l'extrême droite ; un groupe transpartisan de sénateurs a publié une tribune dans *Marianne* en février dernier.

Du côté de l'exécutif, la prudence reste en revanche de rigueur et l'embarras diplomatique est parfois manifeste. C'est que les revendications kurdes au Moyen-Orient touchent à un tabou essentiel : la pérennité des frontières issues des accords Sykes-Picot. Si le gouvernement français a dans un premier temps dénoncé l'opération turque en Syrie, il a finalement dû se résoudre à l'avaliser, au nom de la solidarité avec un allié majeur de l'Otan.

Aujourd'hui les Kurdes ont gagné la bataille de l'opinion et le soutien de la société civile. L'engagement de jeunes Français (et d'Américains, de Britanniques...) aux côtés des YPG incarne cet élan spontané, qui se cale informellement sur les efforts militaires officiels. Pour autant, sans une alliance extérieure solide et durable, les Kurdes

ne sont pas tirés d'affaire, et le désamour peut venir aussi vite que l'enthousiasme s'est imposé. Un sondage réalisé en avril 2018 par *le Point* auprès de ses lecteurs posait la question suivante : « Faut-il accorder aux Kurdes un État autonome et indépendant ? » Réponse : oui à 27 % ; non à 73 %. L'électorat français de droite ne semble pas encore acquis à la cause kurde.

1. Institut kurde de Paris, <https://www.institutkurde.org/kurdorama>.
2. « Une perspective historique sur les études kurdes. Entretien avec Joyce Blau », *European Journal of Turkish Studies*, mai 2006, <http://ejts.revues.org/797>.
3. Dorothee Schmid, « Le moment kurde », dossier spécial « Kurdistan(s) », *Politique étrangère*, vol. 79, été 2014, p. 10-13.
4. Aurélien Denizéau, « Le HDP, un nouveau venu en quête d'ancrage », *Note franco-turque* n° 16, Ifri, janvier 2016.
5. Ariane Bonzon, « Comment un philosophe, deux médecins et un aventurier aident discrètement les Kurdes », *Slate*, 6 octobre 2017, <http://www.slate.fr/story/152135/mousquetaire-independance-kurde>.